

Directeur de la publication :
Olivier CADIC
E-mail : ocadic@info-elec.com

Rédacteur en chef :
René-Martin SIMONNET
E-mail : agence.ramses@wanadoo.fr

Ont collaboré à ce numéro :
Dominique LEMIERE
Marc JACOB
Corinne PELLICER
Agence Ramsès
12, rue Traversière
93100 MONTREUIL
Tél. : 01 48 59 66 20
Fax : 01 48 51 30 22
E-mail : agence.ramses@wanadoo.fr

Publicité :
SIMP
17, avenue Marcelin-Berthelot
93220 CHATILLON
Tél. : 01 40 92 05 55
Fax : 01 46 56 20 91
E-mail : ipsimp@free.fr

Flashage et PAO :
Info Elec
2 et 4, cité de l'Ameublement
75011 PARIS
Tél. : 01 40 24 52 00
Fax : 01 40 24 25 45
Email : graphic@info-elec.com

Imprimé dans l'Union européenne
Dépôt légal à la date de parution
Numéro ISSN : 1265-9185

Abonnements (1 an, 5 numéros) :
France et Royaume-Uni : 89 €
Autres pays : 99 €

Pistes & Pastilles est publié par
Pistes & Pastilles Ltd
PO Box 293
Ashford, Kent TN23 1ZG
Grande-Bretagne
Tél. : +44 (0)1233 620 176
Fax : +44 (0)1233 666 108

L'envoi des textes ou photos implique l'accord des auteurs pour une reproduction libre de tous droits et suppose que l'auteur se soit muni de toutes les autorisations éventuellement nécessaires à la parution. *Pistes & Pastilles* n'accepte aucune forme de publicité rédactionnelle. Les marques citées le sont dans un seul but d'information et à titre gratuit. La reproduction, même partielle, de tout matériel publié dans le magazine est interdite.



Sartorius

Le 11 juillet 2003, l'industrie électronique française faisait sa révolution et se présentait unie en investissant le Sénat. Un Livre blanc était brandi, véritable cahier des doléances d'une industrie qui ne veut pas mourir. Partie de 200 000 salariés directs en 1990, elle ne devrait plus en compter que 90 000 en 2004. La filière électronique se délite, s'écrient les représentants de la profession. Nous ne compterons plus que 60 000 personnes en 2006, si nous poursuivons dans cette voie.

Afin de répondre à la profession qui s'était déplacée en masse, Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie, indisponible ce jour-là, envoyait ses encouragements et annonçait une mesure spécifique et courageuse du gouvernement pour l'électronique : la nomination d'un chargé de mission, Emmanuel Sartorius. Son rôle : faire des propositions à la ministre avant la fin de l'année... 2003.

En janvier 2004, comme rien n'était venu, on imagine aisément le coup de téléphone de Pierre Gattaz, porte-parole de la filière électronique, à Sartorius : « *Allô, bonne année, excusez-vous de vous déranger, nous ne sommes toujours pas morts, et vous ?* » Comme le fonctionnaire est immortel, il fut décidé qu'il rendrait l'âme de son travail lors d'une conférence de presse, le 18 mars dernier. En cette journée symbolique qui marque l'anniversaire de l'insurrection de la Commune, tout pouvait arriver. En introduction, de nouveaux motifs d'inquiétude furent présentés par notre porte-douleur, Pierre Gattaz. Le budget de la Digitip⁽¹⁾ est appelé à se réduire, ce sont les programmes de recherche et de formation qui trinqueront. La délocalisation de l'industrie se poursuit et touche désormais la recherche et le développement, ce qui fragilise encore un peu plus les PMI du secteur.

Puis Sartorius parla. Alors que nous attendions des recommandations d'action pour la ministre, il les adressa aux industriels, selon trois axes : ciblez les créneaux à forte technicité comme l'aéronautique, le spatial, la défense ou le médical ! Développez-vous en amont ou en aval de l'industrie ! Et si vous voulez vraiment continuer à produire localement, visez donc le prototype ou la petite série ! Comme le chargé de mission est nouveau dans notre industrie, il ne pouvait pas savoir que ces thèmes sont ressassés depuis 15 ans dans toutes les conférences.

Mais « Sarto » n'allait pas s'arrêter là. Il appelait à refondre les structures syndicales et à créer un IPC à la française. Il indiquait qu'il y avait encore trop de petites entreprises – donc elles ne disparaissent pas assez vite – et qu'il fallait assainir les pratiques commerciales. Seule mesure digne de l'intérêt d'un ministre, il imaginait une TVA sur les encaissements.

Dans son élan réformateur, Sarto proposait de contrevenir allègrement à la réglementation européenne en préconisant – en français – d'inventer une France « *industry friendly* » et de « *jouer l'équipe France* ». Les acteurs doivent être « *sensibilisés* » et devenir des « *acheteurs citoyens* ». Bref, chez les acheteurs, il fait la différence entre le vrai Français et le veau mondialisé. Bouquet final, « *il faut s'appuyer sur l'axe franco-allemand et agir vers Bruxelles* ». Je ne suis pas bien sûr d'avoir compris qui, des Allemands ou de nous, devra envahir la Belgique en premier...

Nicole Fontaine a fait savoir que l'électronique était une priorité gouvernementale et que Sartorius ne serait plus un homme seul. Un groupe de travail Filière électronique allait être créé pour examiner les recommandations de Sarto. Les 8 syndicats s'engagèrent à écrire un Livre bleu pour faire financer des programmes européens de recherche. En son temps, Spartacus avait conduit la révolte des esclaves à Rome, ce qui les avait tous menés à finir sur la croix. En bon technocrate, Sartorius démontre aussi aux agonisants que la mort lente peut être un destin glorieux, observé comme un prolongement de la vie.

A la fin de la conférence de presse, il était indiqué que Nicole Fontaine présenterait les conclusions du groupe de travail aux Assises de la filière, le 5 juillet prochain, en présence du ministre de l'économie et des finances, Francis Mer. Deux semaines plus tard, l'un et l'autre ne faisaient plus partie du gouvernement. Les ministres passent, l'électronique française reste... ou plutôt compte ses restes !

(1) Digitip : direction générale de l'industrie, des technologies de l'information et de la poste.